



Conseil de sécurité

Briefing CPI Soudan

New York, le 29 janvier 2024

Déclaration lue par

Riccarda Chanda, Représentante permanente adjointe de la Suisse

Merci, Madame la Présidente.

La Suisse remercie le Procureur de la Cour pénale internationale, Mr. Karim Khan, pour la présentation de son 38^{ème} rapport sur la situation au Darfour. Nous saluons également la participation à la présente séance du représentant du Soudan.

Alors que nous nous réunissons ici aujourd'hui, les combats continuent de faire rage au Soudan, sans aucun signe de désescalade, et cela avec un bilan catastrophique pour la population civile. Des millions de personnes sont déplacées, près de 25 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire. Les nombreuses allégations de violences basées sur le genre et de violences à l'encontre des enfants mentionnées dans le rapport sont particulièrement préoccupantes. Comme le Procureur l'a souligné, « il est de l'obligation collective de tous de s'assurer que là où la ligne fondamentale des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et du génocide, est ou risque d'être franchie, une action ciblée et significative est prise pour protéger les plus vulnérables au Darfour ». Nous réitérons notre appel urgent aux parties de cesser immédiatement les hostilités et de respecter leurs obligations en vertu des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Dans ce cadre, nous saluons la décision du Procureur de mener une enquête sur les incidents survenus dans le cadre des hostilités actuelles et le remercions pour le travail de son bureau en dépit de la situation sécuritaire alarmante. Il est essentiel que la communauté internationale, et en particulier la justice internationale, ne perde pas de vue l'évolution alarmante de la situation au Soudan.

Nous réitérons notre appel aux autorités soudanaises et aux forces d'appui rapide à s'acquitter de leur obligation de coopérer avec la Cour en vertu de la résolution 1593 afin de permettre à la Cour de mener à bien son mandat de manière efficace. Cela inclut notamment l'accès à la documentation nécessaire, aux témoins, et aux lieux sous leur contrôle lorsque la situation le permet. Nous saluons la nomination d'un nouveau point focal par les autorités soudanaises ainsi que de l'octroi de visas pour une mission à venir. Nous espérons que ces étapes importantes soutiendront la collaboration avec la CPI.



Nous saluons la collaboration appuyée entre le Bureau du Procureur et les pays tiers, ainsi qu'avec les nombreuses organisations de la société civile soudanaise actives pour rendre justice aux victimes. Nous sommes reconnaissants à celles et ceux qui continuent à risquer leur vie pour documenter les faits sur le terrain. À cet égard, nous saluons le début des travaux de la Mission internationale indépendante d'établissement des faits pour le Soudan créée par le Conseil des droits de l'homme.

La Suisse souscrit en outre aux efforts de digitalisation de la Cour, notamment par le lancement d'une plateforme numérique. Tirer profit des nouvelles technologies tout en préservant son intégrité permettra à la Cour d'optimiser son efficacité. La Suisse suit également le procès de M. Ali Abd-Al-Rahman avec grand intérêt et se félicite de la célérité de la procédure ainsi que du rôle central accordé aux victimes et aux témoins.

Madame la Présidente,

Le Procureur vient de nous rappeler ce que le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a souligné à juste titre l'année dernière : l'impunité d'hier au Darfour a alimenté le cycle de violence d'aujourd'hui. Pour briser ce cycle, les auteurs de crimes graves doivent être tenus responsables. La Suisse tient à réaffirmer sa détermination à lutter contre l'impunité ainsi que son soutien indéfectible envers la Cour en tant qu'instance judiciaire indépendante chargée d'enquêter sur les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. Elle représente un gage d'espoir pour les victimes, et mérite notre plein soutien.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Madam President.

Switzerland would like to thank the Prosecutor of the International Criminal Court, Mr. Karim Khan, for presenting his 38th report on the situation in Darfur. We also welcome the participation of the representative of Sudan at this meeting.

As we meet here today, fighting continues to rage in Sudan, with no sign of de-escalation, and with catastrophic results for the civilian population. Millions of people are displaced, and almost 25 million depend on humanitarian aid. Of particular concern are the numerous allegations of gender-based violence and violence against children mentioned in the report. As the Prosecutor has stressed, "it is the collective obligation of all [...] to ensure that where the basic line of war crimes, crimes against humanity and genocide is or risks being crossed, focused and meaningful action is taken to protect the most vulnerable in Darfur." We reiterate our urgent appeal to the parties to cease hostilities immediately and to respect their obligations under human rights and international humanitarian law. In this context, we welcome the Prosecutor's decision to investigate the incidents in the current hostilities, and thank him for the work of his office despite the alarming security situation. It is essential that the international community, and in particular international justice, does not lose sight of the alarming developments in Sudan.



We reiterate our call on the Sudanese authorities and the Rapid Support Forces to fulfill their obligation to cooperate with the Court under Resolution 1593 to enable the Court to carry out its mandate effectively. This includes access to necessary documentation, to witnesses, and to places under their control where the situation allows. We welcome the appointment of a new Focal Point by the Sudanese authorities, as well as the granting of visas for a forthcoming mission. We hope that these important steps will further support the collaboration with the ICC.

We welcome the close collaboration between the Office of the Prosecutor and third countries, as well as with the many Sudanese civil society organizations working to bring justice to the victims. We are grateful to those who continue to risk their lives to document the facts on the ground. In this respect, we welcome the start of work by the Independent International Fact-Finding Mission for Sudan set up by the Human Rights Council.

Switzerland also supports the Court's efforts to digitalize its work, notably through the launch of a digital platform. Taking advantage of new technologies while preserving its integrity will enable the Court to optimize its efficiency. Switzerland is also following the trial of Mr. Ali Abd-Al-Rahman with great interest, and welcomes the speed of the proceedings and the central role accorded to victims and witnesses.

Madam President,

The Prosecutor has just reminded us of what the High Commissioner for Human Rights rightly emphasized last year: yesterday's impunity in Darfur fueled today's cycle of violence. To break this cycle, the perpetrators of serious crimes must be held accountable. Switzerland would like to reaffirm its determination to fight impunity, and its unwavering support for the Court as an independent judicial body charged with investigating the most serious crimes of concern to the entire international community. It represents a beacon of hope for victims, and deserves our full support.

Thank you.